

TERMES DE REFERENCE

OBSERVATOIRE D'ACTUALITÉS EN RDC

Thème choisi :

Examen des propositions attendues dans la nouvelle constitution de la RDC. A qui profitera cette révision? Quel intérêt pour le développement de la RDC et le bien être de son peuple?

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

L'Observatoire d'Actualités en RD Congo, du Centre Arrupe pour la Recherche et la Formation (CARF), est une plateforme d'expression accessible aux universitaires, aux acteurs de la société civile, aux décideurs publics, aux jeunes chercheurs et à l'ensemble de la population. Sa mission consiste à analyser les enjeux socio-économiques, politiques et environnementaux tant à l'échelle internationale qu'en RD Congo, en mettant particulièrement en lumière leurs répercussions sur les communautés humaines.

Dans le cadre de sa cinquième édition, nous voulons poser un regard critique sur le projet de révision constitutionnelle ; ce discours qui fait la une de la scène médiatique et alimente les débats publics depuis quelques mois.

La République Démocratique du Congo traverse une période particulièrement critique de son histoire. Sur le plan sécuritaire, sa partie orientale demeure en proie à une guerre persistante, marquée par des violences armées qui affectent gravement les populations civiles.

Sur le plan politique, le climat est caractérisé par des tensions croissantes, une contestation accrue des institutions et des interrogations profondes quant à la gouvernance, à la légitimité des dirigeants et à l'avenir démocratique du pays. Dans ce contexte fragile, l'idée d'une révision constitutionnelle suscite des débats intenses au sein de l'opinion publique.

Pour certains, cette révision pourrait être une opportunité de correction des faiblesses institutionnelles et d'adaptation aux réalités actuelles. Pour d'autres, elle soulève des inquiétudes quant à d'éventuelles dérives, notamment le risque de consolidation du pouvoir au détriment de l'alternance démocratique.

Au regard de cette actualité, il nous a paru indispensable de consacrer la présente édition de l'observatoire à des réflexions critiques, pluralistes et apaisées, permettant d'examiner les propositions attendues dans la nouvelle constitution, les intérêts réels qu'elles servent, leur

impact potentiel sur le développement de la RDC, ainsi que leur contribution (ou non) au bien-être du peuple congolais.

Dans un contexte marqué à la fois par l'insécurité, les tensions politiques et les aspirations profondes du peuple congolais à une gouvernance juste et efficace, cette conférence se veut un espace de lucidité et de responsabilité.

Au cours de ces échanges, nous tenterons de proposer une réponse à la question :

« la révision constitutionnelle, sera-t-elle un levier de progrès collectif ou un instrument au service des intérêts particuliers ? »

2. Objectifs

Objectif général

La présente édition se donne pour objectif général :

Favoriser une réflexion approfondie, inclusive et critique sur le projet de révision constitutionnelle en RDC, en évaluant ses implications politiques, sociales, économiques et démocratiques

Objectifs spécifiques

La présente édition se donne pour objectifs spécifiques :

- L'analyse du contenu et des motivations des propositions de révision constitutionnelle ;
- L'identification des acteurs et intérêts en jeu : à qui profitera réellement cette réforme ?
- L'évaluation des impacts potentiels sur la démocratie et l'État de droit, l'alternance politique et la stabilité institutionnelle ;
- L'examen du possible lien entre réforme constitutionnelle et développement ;
- La mise en perspective de la révision constitutionnelle avec la crise actuelle (crise de cohésion nationale, crise politique, crise financière,) ;
- La promotion d'une culture de dialogue citoyen ;
- La formulation des recommandations concrètes pour une réforme au service du peuple

3. Méthodologie

- Communications des experts
- Débat interactif entre participants et intervenants

- Recueil des points de vue des participants

4. Résultats attendus

Au terme des échanges, les résultats suivants sont attendus :

- Une meilleure compréhension citoyenne des enjeux constitutionnels ;
- Une clarification des positions (favorables et critiques) sur la réforme ;
- La production d'un document de synthèse reprenant les analyses et recommandations ;
- L'émergence d'un consensus minimal sur les principes fondamentaux à préserver : l'alternance démocratique, la limitation du pouvoir et la primauté de l'intérêt général ;
- Le renforcement de l'engagement citoyen et intellectuel dans les débats publics.

5. Période et durée

- **Date** : Vendredi 24 Avril 2026
- **Durée** : 15h00 – 17h00
- **Lieu** : CARF, Lubumbashi
- **Cadre** : Observatoire d'Actualités en RDC

6. Participants

- Chercheurs, universitaires et étudiants ;
- Représentants des autorités locales et nationales ;
- Acteurs de la société civile et ONG (Justice et Paix, organisations de défense des droits humains, etc.) ;
- Journalistes et médias ;
- Réseaux religieux et associatifs.
- Citoyens intéressés

7. Programme

HEURE	SEQUENCE	DESCRIPTION
15h00	Accueil des invités	Mise en place terminée
15h00 – 15h10	Mot de bienvenue	Allocution du Directeur Général du CARF. Présentation des objectifs de la session et du déroulé.
15h10 – 15h30	INTERVENANT I <i>Prof Didier MANGU</i>	Sujet : Contenu et pertinence de la révision constitutionnelle <ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les modifications envisagées ? • Répondent-elles aux besoins réels du pays ? • La réforme peut-elle améliorer la gouvernance économique ?
15h30 – 15h50	INTERVENANT II <i>Ass. Delphin ASHIMBO</i>	Sujet : Enjeux politiques et démocratiques <ul style="list-style-type: none"> • La réforme favorise-t-elle l’alternance ou la concentration du pouvoir ? • Quels risques pour l’État de droit ?
15h50 – 16h10	INTERVENANT III <i>Prof Jeeph TSHITAMBA</i>	Sujet : Révision constitutionnelle et contexte de crise <ul style="list-style-type: none"> • Priorités nationales : sécurité ou réforme institutionnelle ? (Est-il opportun de réviser la constitution en période de guerre ?) • Quelle place pour le peuple dans ce processus ? (Comment garantir une réforme inclusive et légitime ?)
16h10 – 16h45	<i>Echanges et points de vue</i>	<i>Expression libre</i>
16h45 – 16h55	Conclusion et recommandations	Synthèse des échanges et pistes d’action concrètes.
16h55 – 17h00	Clôture	Remerciements et annonce des prochaines sessions de l’Observatoire, mot de fin.